



**anticapitalisme
autogestion**

CASSE DE L'ECOLE

Il faut généraliser la mobilisation

Qui sommes-nous ?

AL-Educ est un bulletin d'intervention politique réalisé par les militant(e)s d'Alternative Libertaire de l'Education Nationale. Syndicalistes révolutionnaires et communistes libertaires, syndiqué(e)s à Sud, CGT, FSU... nous luttons pour une alternative globale au capitalisme, pour une école émancipée des valeurs libérales et méritocratiques. Nous rejetons le rôle et la fonction de représentant-es de cette République qui n'a rien de sociale, d'égalitaire, de démocratique. Nous refusons le corporatisme enseignant, la déconnexion des enjeux scolaires des enjeux sociaux.

Enseignant-es, nous nous plaçons résolument aux côtés de la jeunesse populaire, de tous les jeunes révoltés par une école de plus en plus libérale et réactionnaire, aux côtés de celles et ceux broyés par un système éducatif dont le rôle est de reproduire la société de classes, aux côtés de tou-te-s les salarié-es, du public et du privé.

Le gouvernement veut liquider le service public d'éducation...

Comme on s'y attendait, avec Sarkozy et Darcos, les attaques pleuvent contre l'école : suppressions massives de postes, d'heures, suppression programmée du BEP, et de la filière technologique, destruction des statuts des personnels, rapport pochard, remise en cause du droit de grève dans le primaire... Au-delà des différentes mesures, les méthodes et objectifs de la droite sont clairs, et sont les mêmes que ceux des contre réformes d'autres services publics : faire des économies sur le budget de l'Etat en faisant toujours moins d'école, et détruire les garanties statutaires des personnels, afin de casser le service public d'éducation, et d'ouvrir ce gigantesque marché potentiel aux appétits du marché.

Tout le monde est concerné !

Pour les personnels, ce sera la fin de toute garantie statutaire, la précarité, la flexibilité, plus de soumission à la hiérarchie locale et à la concurrence, davantage de boulot et des classes surchargées.

Dans la plupart des établissements, la rentrée prochaine préfigure déjà ce que veut le gouvernement pour les usagers : un contenu d'enseignement appauvri et inégal en fonction des établissements, des conditions d'études plus difficiles dans des classes toujours plus nombreuses...

La réaction s'organise...

Depuis quelques semaines, les personnels et usagers des établissements et des régions les plus fortement pénalisés par les suppressions de postes sont entrés dans une phase de lutte (blocages, manifs, grèves reconductibles...),

comme en Ile de France par exemple. Cela a permis de donner un écho important à la grève du 18 mars, bien que la réussite de cette journée nationale soit très contrastée selon les régions. Il faut dire que cette nouvelle grève de 24 heures sans perspectives ni préparation ne pouvait être déterminante. Le 27 mars (appel à la grève des bahuts en lutte en Ile de France) a été une première étape avec des actions d'enseignants et de lycéens dans plusieurs grandes villes.

...elle doit se généraliser, s'intensifier et se coordonner !

A quelques semaines de vacances et trois mois de la fin de l'année scolaire, il est urgent d'aboutir à un mouvement de grève généralisé, durable, seul à même de faire reculer le gouvernement. Le développement d'AG de bahuts, de villes, de comités de grève, de coordinations régionales et nationales est une nécessité. Les directions syndicales doivent prendre leurs responsabilités, soutenir et impulser très rapidement un tel mouvement, et l'on ne peut se contenter de la perspective déjà annoncée d'une manif nationale le 17 mai.

L'enjeu : un choix d'école, un choix de société.

L'enjeu de cette lutte n'est pas anodin : c'est de refuser l'école et la société que veulent imposer Sarkozy, la droite et le patronat : une société où l'éducation ne serait plus un droit, où les travailleurs (de l'éducation et d'ailleurs) n'auraient plus de droits, mais où tout serait soumis au marché et au capitalisme. Il s'agit d'affirmer, au contraire, le choix d'une société qui se donne les moyens d'un droit égal pour tous à une formation et une culture riches, facteur d'émancipation de l'individu et de la société !

ne pas jeter sur la voie publique-SVP.

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire. Je souhaite adhérer à Alternative libertaire. 29 mars 2008

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.

Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....